

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

FERNAND FAURE

Observations sur l'organisation de l'enseignement de la statistique

Journal de la société statistique de Paris, tome 34 (1893), p. 25-29

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1893__34__25_0

© Société de statistique de Paris, 1893, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

VI.

OBSERVATIONS SUR L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT DE LA STATISTIQUE.

Ce n'est pas devant les membres de notre Société qu'il est besoin de démontrer la nécessité de l'enseignement de la statistique. Nous pensons tous ici que l'enseignement de la statistique est aussi nécessaire que la statistique elle-même. Nous pensons que le métier de statisticien ne s'invente pas ; que, pour bien l'exercer, il faut l'avoir appris. Nous pensons encore qu'il est presque aussi difficile de manier et d'employer la statistique que de la dresser et qu'il y a là une aptitude qui doit

être acquise et développée par une certaine éducation préalable, par une culture appropriée.

Nous sommes tous d'accord là-dessus. Nous le sommes également, quand il s'agit ~~de constater et de déplorer l'extrême insuffisance de l'enseignement de la statistique dans notre pays.~~

Nous ne le sommes plus, malheureusement, dès qu'il s'agit de chercher et de proposer les moyens de remédier à cette insuffisance.

Comment et par qui peut et doit être organisé, en France, l'enseignement de la statistique ?

Vous connaissez tous, Messieurs, le très remarquable rapport présenté sur cette question, dans le courant de 1890, par notre éminent collègue M. Cheysson, au nom d'une sous-commission du Conseil supérieur de statistique (1). Vous connaissez aussi, à coup sûr, et les délibérations fort instructives du conseil supérieur sur les conclusions de ce rapport et les vœux émis par le conseil à la suite de ces délibérations (2)

~~Pourquoi le rapport de l'honorable M. Cheysson, pourquoi les délibérations et les vœux du conseil supérieur sont-ils restés à peu près lettre morte ? Pourquoi, plus de deux ans après, ne possédons-nous encore, malgré la création récente d'une chaire de statistique à la Faculté de droit de Paris, que les éléments tout à fait rudimentaires de l'enseignement de la statistique ?~~

~~Ce fâcheux état de choses s'explique vraisemblablement par le concours de causes assez nombreuses et très diverses. J'espère en dégager quelques-unes en indiquant, par de très courtes observations, les points faibles que présentent, suivant moi, tant les propositions ou conclusions admises par le conseil supérieur que celles élaborées tout d'abord par sa sous-commission.~~

~~Je commencerai par dire quelques mots de ces dernières. Elles sont au nombre de cinq. Je me bornerai à rappeler deux d'entre elles, la seconde et la troisième.~~

~~La seconde est ainsi conçue : « Eu égard à la dissémination des services de statistique dans plusieurs administrations et aux difficultés budgétaires, il faut écarter actuellement l'idée d'un enseignement officiel de la statistique dans une école spéciale d'État »~~

~~Il m'est impossible d'approuver les deux raisons invoquées dans cette conclusion contre l'idée d'un enseignement officiel de la statistique.~~

La première, la dissémination des services de statistique, me semble particulièrement inadmissible.

N'est-il pas à peu près universellement reconnu que cette dissémination est l'un des défauts les plus graves de l'organisation actuelle de la statistique en France et qu'il est désirable, tout en laissant une certaine autonomie à chacun des services spéciaux, de les relier entre eux et de les faire concourir à une œuvre commune par une organisation unifiée et centralisée ? Comment, dès lors, invoquer ce défaut contre un enseignement qui pourrait avoir précisément pour résultat d'y remédier dans une certaine mesure ? « Une école gouvernementale d'application, dit

1. Cette sous-commission était composée de MM. Dangibeaud, président ; Bertillon, Chevrey-Rameau, Flechev, de Foville, Laurenceau, Levasseur, Tisserand, Vannacque, Cheysson, Turquan, Liégeard, Miquel et Prûngét. La question avait été mise à l'étude sur la demande de notre éminent collègue, M. Levasseur.

2. Voir le texte du rapport de M. Cheysson et le compte rendu des délibérations du Conseil supérieur dans le *Bulletin du Conseil supérieur de statistique*, n° 4, 1890, p. 17 et sq., p. 120 et sq.

M. Cheysson dans son rapport, suppose un corps homogène, nombreux et centralisé comme celui des ponts et chaussées, des mines, des constructions navales, du génie, etc. » C'est justement, répondrai-je, parce qu'une école d'application suppose un corps homogène et centralisé, qu'une école d'État, une école de statistique, qu'on l'appelle comme on voudra, séminaire de statistique comme à Berlin et à Vienne, institut ou école d'application, ne peut manquer de provoquer la formation de ce corps dans un service jusque-là trop fragmenté.

La raison tirée des difficultés budgétaires n'est pas meilleure.

Tout le monde sait que rien n'est plus relatif et élastique que ces difficultés et que l'obstacle qu'elles opposent à des revendications légitimes, à des créations utiles. Ce n'est pas, dans tous les cas, le rôle de ceux qui estiment une dépense non seulement utile, mais nécessaire, de les invoquer. On reconnaîtra, au surplus, qu'elles seront d'autant plus faibles que les dépenses nouvelles qu'il s'agira d'inscrire au budget seront plus restreintes. Or, il me paraît aisé de prouver que les dépenses entraînées par la création d'une école spéciale de statistique se chiffrent à peine par quelques dizaines de milliers de francs. Ce ne sont pas les ressources budgétaires qui ont manqué, jusqu'ici, aux pouvoirs publics en ce qui concerne l'organisation et le développement de la statistique ; ce qui leur a manqué, je le crains, c'est une volonté éclairée et énergique.

Voici la 3^e conclusion adoptée par la sous-commission du Conseil supérieur : « La Société de statistique étant disposée à organiser un enseignement libre de la statistique suivant le vœu de ses fondateurs et le texte de ses statuts primitifs, l'État doit lui prêter son concours moral pour le succès de cet enseignement »

Il y a, dans cette conclusion, à la fois, une erreur de fait et une erreur de doctrine

L'erreur de fait a été, hélas ! trop bien démontrée par l'expérience. La Société de statistique a essayé d'organiser l'enseignement de la statistique. Rien n'est plus honorable que les tentatives répétées qu'elle a faites dans ce but. Mais vous savez tous quel insuccès complet les a couronnées. C'est elle et non pas l'État qui se heurte vraiment à d'insurmontables difficultés budgétaires, sans parler d'autres difficultés de plus d'un genre.

L'erreur de doctrine tient à une fausse conception du rôle de l'État et de celui des particuliers en matière de statistique.

Personne n'a jamais sérieusement contesté la nécessité de l'intervention de l'État pour l'établissement de la statistique. Il y a là un véritable service public auquel l'initiative privée, même renforcée par l'association, est impuissante à pourvoir. Il en est exactement de même en ce qui concerne l'enseignement de la statistique. Seul l'État est en mesure, non pas précisément d'en faire les frais qui seront toujours relativement faibles, mais de donner à son organisation assez de force et d'autorité pour que son fonctionnement arrive à procurer les résultats utiles qu'on est en droit d'en attendre. Qui ne sait que sans l'intervention de l'État, sans les sanctions que seul il peut donner, l'enseignement de la statistique risquerait fort d'être distribué dans le vide. L'État seul peut donner des auditeurs à des cours de statistique. Et comment songer à réclamer l'intervention et les sanctions de l'État, si l'enseignement n'est pas donné sous sa responsabilité ?

Est-ce à dire que la Société de statistique ne puisse et ne doive en aucune façon concourir à l'organisation et au fonctionnement de l'enseignement de la statistique ?

Loin de moi cette pensée. Mais au lieu de lui accorder, dans cette œuvre, comme le faisait la sous-commission du conseil supérieur, le rôle principal, l'État se bornant à une intervention secondaire, c'est à l'État que j'attribue le rôle principal et j'en conçois pour une société du genre de la nôtre qu'un rôle d'auxiliaire. C'est ainsi qu'il lui appartiendra, par une propagande efficace, de démontrer à ceux qui ne la comprennent et ne l'admettent pas encore la nécessité de l'enseignement de la statistique, de proposer aux pouvoirs publics, après les avoir mûrement étudiés et délibérés, un plan d'organisation et le programme précis de cet enseignement, de fournir le concours de ses membres pour la réalisation de ce plan et de ce programme.

Je parlerai maintenant des propositions contenues dans le vœu admis par le Conseil supérieur de statistique dans sa séance du 9 juin 1890. Il y en a deux qui me semblent particulièrement critiquables. C'est aussi la seconde et la troisième.

« Il est désirable, dit le Conseil supérieur, d'organiser un enseignement public des méthodes de statistique. » Si l'on veut bien y réfléchir, on trouvera que cette simple affirmation est par trop vague et qu'il n'est vraiment pas surprenant qu'un vœu ainsi formulé soit resté purement platonique. Le Conseil supérieur ne devait pas se contenter de proclamer la nécessité de l'enseignement public de la statistique. Il devait dire comment il entend cette organisation ; il devait signaler et recommander à l'État en vue de cette organisation des mesures précises et susceptibles de réalisation immédiate.

« A défaut de l'enseignement par l'État, dit le conseil supérieur dans sa troisième proposition, la Société de statistique de Paris pourrait être priée de s'en charger, moyennant le concours de l'État. » Qu'est-ce à dire ? Que la Société de statistique peut remplacer l'État en ce qui concerne l'organisation de la statistique. C'est là retomber dans la double erreur de fait et de doctrine que je me suis déjà permis de reprocher à la sous-commission du Conseil et à son éminent rapporteur.

Il ne me reste plus, Messieurs, qu'à vous indiquer très brièvement sous quelle forme l'enseignement de la statistique peut être donné par l'État et à expliquer ainsi la motion que j'ai eu le désir de soumettre aux délibérations du bureau de notre Société.

L'enseignement de la statistique peut avoir deux buts différents. A ces deux buts correspondent, pour lui, deux formes bien distinctes.

Il peut avoir pour but de donner, sur la statistique, des connaissances générales nécessaires à la fois et aux statisticiens de profession et à tous ceux qui, à des titres divers, sont appelés à faire usage de la statistique. Il peut avoir pour but de donner les connaissances techniques indispensables à ceux qui seront chargés de dresser la statistique. Il s'agit, dans le premier cas, d'un enseignement théorique et scientifique ; il s'agit, dans le second, d'un enseignement purement professionnel.

Ce que j'appelle l'enseignement théorique de la statistique devrait, en principe, être donné à tout le monde. Tout le monde a besoin, dans une démocratie qui a la prétention de se gouverner elle-même, de savoir ce que c'est que la statistique et de savoir s'en servir. Des notions générales sur la statistique devraient, à la rigueur, figurer dans les programmes de notre enseignement public à tous les degrés. Mais en attendant que cet idéal se réalise, force nous est bien de nous contenter, sans parler des cours qui existent au Conservatoire des arts et métiers, au Collège de France et à l'École des ponts et chaussées, de l'introduction récente de l'enseigne-

ment de la statistique dans nos Facultés de droit. N'est-ce point par l'enseignement supérieur que toute étude nouvelle doit entrer dans notre enseignement public ? N'est-ce point dans nos Facultés de droit que la statistique a sa place marquée à côté de l'économie politique, de la science politique et du droit lui-même renouvelé comme il l'est aujourd'hui et ne se bornant plus à la sèche et froide interprétation des textes ?

Quant à l'enseignement professionnel de la statistique, nous ne le connaissons pas en France. Il existe en Allemagne et en Autriche. Il y a à Berlin et à Vienne un Séminaire de statistique, véritable école spéciale destinée à donner aux futurs statisticiens la préparation qui leur est indispensable. Mais nous ne possédons rien de pareil dans notre pays.

Je suis de ceux qui pensent qu'il est, pour nous, nécessaire et urgent de procéder à l'organisation de l'enseignement professionnel de la statistique. Je crois que cette organisation exige la création d'une école spéciale. Non point que je veuille imiter servilement les institutions allemandes ou autrichiennes. Il suffira de leur emprunter ce qu'elles ont de meilleur et il faudra, sans doute, les approprier à notre milieu politique et administratif.

Par la motion que j'ai eu l'honneur de présenter, j'ai voulu simplement, Messieurs, obtenir que le bureau de notre Société et que la Société de statistique elle-même voulussent bien, avec la compétence et l'autorité particulière qui leur appartiennent, examiner et résoudre les questions suivantes : 1° Comment pourrait être organisée une École spéciale (Institut ou Séminaire, peu importe) de statistique ? 2° Quelles charges cette création pourrait-elle entraîner pour l'État ? 3° Quel concours la Société de statistique pourrait-elle donner à l'État, soit en vue de la préparation des programmes, soit en vue du recrutement des professeurs ?

J'ai la conviction, Messieurs, qu'en donnant à ces questions les réponses qu'elles comportent, vous pouvez contribuer grandement aux progrès de l'enseignement de la statistique. Et vous penserez certainement avec moi que ces progrès seront profitables non seulement à la science, mais à la bonne gestion des affaires de notre pays.

Fernand FAURE.
